

Hier, aujourd'hui, demain : combattre & résister, pour le respect et la dignité

Alors que nos sociétés traversent une crise sans précédent qui contribue à abîmer tous les liens, la montée de l'antisémitisme est un fléau qu'il faut combattre avec fermeté, comme toutes les formes de racisme. Le Parti Communiste, de par sa place au sein de la Résistance durant la seconde guerre mondiale, a un attachement particulier à ce combat. Nous essayons de marcher, avec humilité, dans les pas de grands tels que Charles Lederman, fondateur de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE), et à qui nous devons entre autres la loi Gayssot qui pénalise le négationnisme. Dans cet esprit, Fabien Roussel a porté une résolution à l'Assemblée Nationale le 2 décembre dernier, visant à frapper d'inéligibilité toute personne condamnée pour racisme ou antisémitisme, qui n'a malheureusement pas aboutie.

Sur ce front, notre pays connaît un double péril. D'une part, la montée au premier plan du paysage politique de forces qui revendiquent ouvertement leur filiation avec le régime de Vichy, soutenues par de larges franges de la classe capitaliste française – que l'on pense ici au rôle de l'empire médiatique Bolloré – est un danger que les communistes combattent pied à pied. D'autre part, l'instrumentalisation de la situation au Proche-Orient par des courants tout aussi réactionnaires, qui prennent prétexte du conflit israélo-palestinien pour s'en prendre aux juifs de France, est une menace qu'il faut regarder en face pour la combattre sans ambiguïté.

A ce titre, les communistes portent une position claire : refuser l'assimilation de toute critique des politiques menées par l'Etat d'Israël à de l'antisémitisme. Cette tendance participe à entretenir ce qu'elle prétend combattre, en donnant précisément prise à ceux qui pratiquent l'instrumentalisation à des fins antisémites.

Conflit en Israël/Palestine : refuser l'instrumentalisation, défendre le droit international

En ce sens, il doit être possible de parler librement d'apartheid, comme le fait Amnesty International dans son dernier rapport publié en 2022, sur la base d'éléments sourcés provenant à la fois d'associations palestiniennes et israéliennes, ou encore les conclusions du Tribunal Russell de Cape Town. En parler librement et avec une voix forte, précisément pour défendre le droit de tous les peuples, dans l'intérêt commun de la Paix entre tous les peuples et toutes les communautés culturelles et culturelles. Car dans ce domaine, nous ne pouvons avoir qu'une seule boussole : le respect du Droit International.

Dans ce registre, la France doit retrouver une voix forte au sein du concert des nations, cette voix qui faisait d'elle « le pays des droits de l'Homme ». Elle doit s'impliquer plus fortement dans la résolution du conflit, par tous les moyens permis dans le cadre du droit international, y compris des sanctions économiques ciblées.

Seule la stabilisation de deux états viables permettra de sortir par le haut de la crise humanitaire et sécuritaire actuellement à l'œuvre au Proche-Orient, car sans société civile palestinienne stabilisée, la misère et le désarroi perdureront, charriant les sources mêmes d'une insécurité chronique pour les citoyens d'Israël. Et la stabilisation d'un état palestinien viable ne pourra passer que par la fin des occupations militaires et de la colonisation, illégale au regard du droit international.

En France, éducation, vivre-ensemble et devoir de mémoire

Si le détour par la situation internationale est un passage obligé lorsque l'on traite de ces questions, il serait inconséquent de s'y limiter. Faire reculer l'antisémitisme et toutes les formes de racisme se

fera sur notre sol en premier lieu, et il est temps de reprendre l'offensive sur le terrain de la bataille culturelle.

Alors que les derniers de nos grands-parents ayant vécu le drame de 1933-1945 s'éteignent, la mémoire s'évapore. A ce phénomène s'ajoute un trait particulier de notre époque technologique des écrans et « de l'instantané », où tout est trop facilement mis à distance. Nous n'avons jamais été autant indignés en surface, dans le bruit médiatique et sur les réseaux sociaux, et en même temps jamais autant distants de toute forme d'indignation réelle et profonde. Les pires courants de la pensée s'engouffrent dans ces brèches, et ce n'est pas un hasard si les différentes formes de fascismes ressurgissent à ce moment précis de notre Histoire.

La République doit remédier à ce défi, et ça ne peut pas se limiter à des slogans creux répétés sur un ton martial, qui au bout du compte auront l'efficacité d'un Paul von Hindenburg.

Notre République doit faire vivre ses valeurs fondatrices, celles de 1945 et du Conseil National de la Résistance, dans le réel. Elle doit les revitaliser en profondeur.

Un vaste plan pour l'Education doit être déployé, pour rehausser le niveau de culture historique des futures générations, et s'en donner les moyens en effectifs humains. Oui, les « enseignements fondamentaux » du français et des mathématiques sont essentiels, et on voit les conséquences désastreuses d'un certain nombre de décisions prises sous le ministère de Jean-Michel Blanquer. Mais l'Histoire, l'économie, la sociologie, l'éducation civique... sont également des disciplines qui doivent avoir toute leur place dans les programmes dès le plus jeune âge, pour donner toutes les clés de compréhension du monde à nos enfants. C'est le meilleur rempart contre tous les obscurantismes. Fabien Roussel propose ainsi de recruter 90.000 enseignants pour mettre en œuvre ces ambitions.

De la même manière, nous devons réinvestir la dimension mémorielle, quitte à en actualiser la forme pour la rendre plus accessible, tout en n'en rabattant pas sur le fond. La lutte contre la « bête immonde » n'est pas une photo en noir et blanc qu'on contemple sur l'étagère, c'est un combat d'une brûlante actualité.

Face aux divisions, la République sociale & laïque

La laïcité est un des piliers de notre République, ciment essentiel du vivre-ensemble et du faire-ensemble. Ce n'est pas un hasard si en parallèle de l'offensive généralisée du libéralisme économique, nous assistons depuis maintenant plus de vingt ans à des instrumentalisation de tous bords de ce concept, qui visent toutes à en dévoyer le contenu. Face à cela, nous devons le réaffirmer clairement.

Mais comme disait Jean Jaurès, « La République restera laïque si elle sait être sociale ».

Car ne nous y trompons pas, des conditions d'existence découlent la conscience, et la crise sociale qui s'amplifie chaque année un peu plus est le carburant essentiel des replis et des racismes.

Notre pays a besoin d'un nouveau compromis social, qui a été tant mis à mal par l'enrichissement de quelques-uns sur le dos de l'appauvrissement du plus grand nombre. C'est ce que propose Fabien Roussel dans son programme « Les Jours Heureux » : une nouvelle justice sociale, avec une place centrale du monde du travail, de celles & ceux qui produisent les richesses dans leur diversité, au cœur de notre République. La Gauche a d'ailleurs largement besoin de retrouver cette grille de

lecture « historique », de classe et humaniste, qui a fait les grandes avancées sociales dans notre pays.

Les Jours Heureux, parce qu'il est plus que temps !

Plus qu'un slogan, plus même qu'un programme, les « Jours Heureux » c'est une vision du monde issue du Conseil National de la Résistance, une vision du rapport entre les êtres humains. Dans notre pays et sur l'ensemble de la planète, nous devons renouer avec cette grande fraternité humaine, avec cette « communauté de destin », car au fond, nous sommes tous liés. C'est ce que portent les communistes, et plus largement le large front de partis et de mouvements issus de la tradition socialiste et républicaine qui soutiennent aujourd'hui Fabien Roussel.

Je tiens à remercier le CRIF Dauphiné, à l'initiative de ces rencontres, car le dialogue est un point de départ essentiel à la construction démocratique d'un monde meilleur.